

IL FAUT GARDER LE CAP SUR NOTRE AVENIR



NOUS NE POUVONS COMPTER QUE SUR NOUS-MÊMES

Mercredi 24 février 2010

C'est certain, la direction a la pression. Il ne se passe pas un jour sans que les médias, les élus, le gouvernement, les banquiers, des experts ne se penchent sur le dossier First/Ford. Les lendemains de réunions CE, il y a toujours un article de Sud Ouest qui essaie de faire le point. Certes, c'est un peu pour dire la même chose et faire le constat que cela avance peu. D'ailleurs, la grande difficulté est de donner une information qui donne l'impression que les choses progressent.

La réunion d'hier confirme une situation très confuse. La direction semble s'être emmêlée dans un borborygme. Circonstance atténuante, elle ne s'y est pas mise toute seule. Les patrons de Ford, de HZ l'y ont bien aidé. Les premiers en se dégageant lamentablement de leurs responsabilités, les seconds en mentant sur leurs intentions (on y reviendra plus loin). Et puis il y a ce gouvernement qui a couvert un processus de reprise complètement bricolé et qui n'offre aucune garantie.

Tous ces gens là nous mettent aujourd'hui sur des fausses pistes : la question centrale serait l'attitude des banques qui refusent aujourd'hui de débloquer leurs prêts, ce qui permettrait de lancer le projet des éoliennes. Comme s'il y avait d'un côté le gentil industriel plein de bonne volonté et de l'autre le méchant financier qui ne prend pas de risque.

Le gouvernement, le banquier et l'actionnaire : le bon, la brute et le truand ? (version western capitaliste)

Les banques sont là pour faire des affaires mais ni plus ni moins que HZ. Pour tous ces financiers, la seule question est de savoir si cette usine peut être rentable et rapporter quelques millions d'euros dans leurs poches. Il se trouve que les banques n'ont pas confiance dans le projet global (c'est ce qu'on nous dit). Il se trouve aussi que HZ ne fait rien pour arranger les choses. Contrairement à ce qui avait été dit l'année dernière, HZ n'investira strictement rien des 140 millions d'euros comme c'est écrit dans le document de reprise. Mensonge ? Escroquerie ? Le fait est que ces gens-là n'ont aucune parole. Ni Ford, ni les élus, ni le gouvernement ne dénoncent cette situation qui peut pourtant compromettre la réussite de la reprise.

Personne ne dénonce non plus le fait que HZ a déjà récupéré quelques millions d'euros pour sa « participation » à l'activité en 2009 ! Pour eux c'est normal, ils sont les patrons et ils sont chez eux ! Rappelons-nous de cette fable que les dirigeants de HZ nous avaient conté il y a un an, comme quoi ils étaient des actionnaires « sociaux » et qu'ils ne venaient pas, contrairement à d'autres, pour piller les caisses.

Et puis, il y a la Ford Company, cette autre menteuse, qui veut se faire oublier. Après avoir fait croire que l'usine était sauvée et qu'elle avait rempli son devoir, aujourd'hui, il fait comme s'il n'avait plus rien à voir avec l'histoire. Personne n'a dénoncé son absence lors du Comité de Pilotage alors que Ford doit être présent et assumer ses responsabilités. Ford a toujours un rôle décisionnaire et se trouve dans le conseil de surveillance. Ford doit rendre des comptes aux salariés comme aux pouvoirs publics.

Les pouvoirs publics doivent prendre leurs responsabilités

Le gouvernement a lui aussi des responsabilités énormes. Lui comme l'ensemble des pouvoirs publics ont validé le choix de Ford et le processus de reprise. Ils se sont vantés d'avoir fait du bon boulot et ont même commencé à distribuer des millions d'aides diverses (Europe, Etat, Région, Département). Ils ne doivent pas jouer aux impuissants face aux entourloupes du couple Ford/HZ.

Si les repreneurs ne sont pas capables d'assurer quoique ce soit, alors le gouvernement doit garantir lui-même la pérennité du site. Il a les moyens de remplacer les banques et de participer au financement par le biais du Fonds Stratégique Industriel (Etat + Caisse des Dépôts). Il ne s'agit pas de subventions données mais d'un investissement public qui permet surtout de rentrer dans le capital et d'avoir un droit de regard et de contrôle sur l'affaire.

Bien évidemment, HZ ne voit pas cela d'un bon œil mais si les actionnaires ne sont pas en capacité de garantir l'avenir du site et des emplois, alors les pouvoirs publics doivent s'en mêler. L'enjeu est celui que nous disons depuis plusieurs années. L'usine FAI représente près de 10 000 emplois dans la région. Il en va de l'intérêt d'une région entière, de toute une économie, de la vie sociale de centaines de communes, des dizaines de milliers d'habitants.

Notre avenir, c'est la défense de tous les emplois

Il n'est pas concevable que les multinationales comme Ford puissent faire des choix aussi lourds de conséquences pour une région sans que les pouvoirs publics interviennent. Il y a eu assez de dégâts comme cela. Ces dernières années, ce sont les usines de Soletron, de Soferti, de First Metal, de Arena, ce sont les 700 licenciements à S3G ces deux dernières années, la fermeture en avril de IBR (38 salariés), les menaces sur l'emploi chez Sanofi ...

La situation est trop dangereuse pour notre avenir à tous pour que nous abandonnions la défense de l'usine et de tous ses emplois. Les répercussions seront trop graves pour ne pas en faire une priorité. Le chômage, la précarité, la pauvreté font des ravages tous les jours parmi des millions de gens. Il faut que nous défendions ce que nous avons, pour nous et pour tous les autres.

Nous savons bien que beaucoup de collègues ne croient pas possible de sauver nos emplois et qu'ils pensent plus judicieux de défendre des indemnités de départs pour ne pas se faire virer comme des malpropres. Nous voyons bien aussi comment des organisations syndicales spéculent sur ces craintes. Parce qu'elles ne sont pas capables d'affronter la direction, parce qu'elles subissent la pression et le chantage, ces organisations s'en prennent finalement à ceux qui luttent pour l'emploi.

Aujourd'hui, il y a deux choix fondamentaux : d'un côté, la bataille pour faire respecter les droits des salariés (emplois, salaires et conditions de travail) et de l'autre, la capitulation en semant volontairement la confusion et la division auprès des salariés.

Il n'y a pas de troisième voie !

Notre garantie, c'est notre solidarité et notre unité dans la lutte

En réalité, la seule garantie financière passe par la lutte pour les emplois. Une lutte que l'on doit mener jusqu'au bout, c'est-à-dire tant que nous n'avons pas perdu tout espoir. L'exemple des salariés de Philips à Dreux montre que cela est utile de ne rien lâcher.

Heureusement que l'on n'a pas subi l'accord de garantie bidon. Car sinon, où en serions-nous aujourd'hui ? Combien d'entre nous seraient déjà licenciés et au chômage ? Ce qu'il faut se dire, c'est qu'à la fin de l'année 2010, nous aurons « gagné » les 50 000 euros brut mais sous forme de salaires ! Alors qu'avons-nous perdu ? Rien du tout, au contraire nous avons toujours un boulot. Est-ce qu'un seul de nos collègues s'est retrouvé à la rue ? La réponse est non.

Alors à quoi bon regretter ce plan de licenciement programmé « à froid » ? Si la direction tient tant à en parler (aidée en cela par certains syndicats « alliés ») c'est parce qu'elle sait bien que la situation actuelle l'engage dans une voie qu'elle ne souhaitait pas au départ : travailler sous la pression des pouvoirs publics pour sauver les emplois.

En plus, elle sait bien que si jamais le projet de reprise échoue et qu'il faut licencier, elle aura en face des syndicalistes et des salariés qui lutteront pour lui faire payer le plus cher possible ces suppressions d'emplois. Et au bout du compte, la direction craint de devoir « lâcher » plus que prévu. Car les 50 000 euros brut, c'était de toute façon largement insuffisant.

Aujourd'hui, l'histoire n'est pas écrite. Il peut se passer encore beaucoup de choses et nous sommes persuadés que nous pouvons sauver nos emplois. A condition d'être déterminés et solidaires.